



## Chaire en fiscalité et en finances publiques

# Bulletin de veille

12 juillet 2016



## CANADA

### CHAIRE EN FISCALITÉ ET EN FINANCES PUBLIQUES

L. Godbout et S. St-Cerny, « [L'Allocation canadienne pour enfants : De la promesse à sa mise en place](#) », Juin 2016, 26 p.

L'absence d'indexation de l'ACE pourrait éventuellement avoir un impact important pour les familles

Le Budget fédéral 2016-2017 a concrétisé une des promesses électorales du nouveau gouvernement : la mise en place de l'Allocation canadienne pour enfants (ACE). L'objectif de la présente note est d'effectuer, à l'aide de cas types, une analyse quantitative de cette mesure relativement à la promesse et aux mesures qu'elle remplace.

Dans un précédent texte publié à l'automne 2015, nous avons analysé l'effet sur le revenu des familles de deux promesses faites par le nouveau gouvernement fédéral. Les promesses étaient la modification du barème d'impôt fédéral et la proposition d'Allocation canadienne pour enfants. Concernant cette dernière étude, nos principales conclusions étaient les suivantes :

– Les familles à bas et moyens revenus seraient gagnantes.

– Les familles à revenu élevé seraient perdantes, notamment en lien avec l'élimination de la Prestation universelle de garde d'enfants qui était universellement offerte à toutes les familles sans égard à leur revenu.

Maintenant que les paramètres de l'ACE ont été dévoilés dans le Budget fédéral de mars 2016, est-ce que les résultats alors obtenus s'avèrent toujours exacts? Quelles sont les différences avec la promesse électorale et les effets de ces différences? Ce sont les principales questions auxquelles nous tentons de répondre dans le présent cahier de recherche.

La première partie résume les paramètres de l'ACE, selon le budget et la promesse ainsi que ceux des mesures remplacées. La deuxième partie s'attarde aux résultats obtenus pour les cas types choisis, et avant de conclure, la troisième partie s'intéresse à l'effet d'une différence importante entre la promesse et la réalisation, soit l'absence de mécanisme d'indexation des paramètres de l'ACE.

### CHAIRE EN FISCALITÉ ET EN FINANCES PUBLIQUES

J. St-Cerny-Gosselin, L. Latulippe et A. Genest-Grégoire, « [Perspective canadienne sur le transfert international de bénéficiaires : Mise en contexte](#) », Juin 2016, 35 p.

## Il faut poursuivre le développement d'outils pour mieux évaluer le phénomène des BEPS

Le public et les médias contestent de plus en plus les planifications fiscales mises en place par les multinationales pour réduire leur charge fiscale globale. Ces planifications découlent de la mobilité croissante des capitaux, ainsi que de régimes fiscaux domestiques qui sont plus ou moins adaptés à l'organisation des sociétés multinationales et qui ne sont pas coordonnés entre eux. L'explosion de l'économie et du commerce numériques contribue également à cette situation. Bien que les planifications internationales d'évitement fiscal ne soient pas récentes, l'OCDE a redoublé d'efforts depuis 2013 pour mettre en évidence le problème mondial de l'érosion de la base d'imposition et du transfert de bénéfices (BEPS, pour Base Erosion and Profit Shifting). Les travaux de l'OCDE portent sur les stratégies fiscales qui exploitent le manque de coordination entre les régimes d'imposition nationaux pour transférer des bénéfices de façon artificielle, c'est-à-dire sans contrepartie substantielle en matière d'activités économiques réelles.

Ce cahier de recherche circonscrit les défis majeurs qui restreignent les possibilités d'estimer le phénomène BEPS. Il s'attarde ensuite au contenu de différentes sources de données, ainsi qu'aux opportunités et aux limites de leur utilisation pour estimer l'impact des planifications fiscales internationales. Il présente ensuite les travaux entrepris par l'OCDE pour établir la présence ou quantifier le phénomène du transfert de bénéfices dans le cadre de son action 11. Cette analyse du problème de quantification est complétée dans le dernier chapitre par l'examen plus précis du contexte canadien.

## CHAIRE EN FISCALITÉ ET EN FINANCES PUBLIQUES

J. St-Cerny-Gosselin, L. Latulippe, « [Perspective canadienne sur le transfert international de bénéfices : Propriété intellectuelle, R-D et investissements directs étrangers](#) », Juin 2016, 52 p.

Le Canada vulnérable au transfert de profits impliquant des actifs intangibles

Ce cahier de recherche s'intéresse particulièrement à l'indicateur de l'OCDE lié aux stratégies relatives à l'utilisation de propriétés intellectuelles. Cette analyse permet de positionner le Canada par rapport aux autres pays et d'étudier les liens économiques du Canada avec certains des États qui sont potentiellement au cœur des stratégies d'évitement fiscal des multinationales. S'il n'est pas possible de quantifier le manque à gagner fiscal, cette comparaison suggère que le Canada est susceptible de faire face à une érosion de sa base d'imposition en raison du transfert de profits qui découlerait de planifications impliquant les actifs intangibles.

## FRASER INSTITUTE

C. Lammam, H. MacIntyre et M. Palacios, « [Expanding the Canada Pension Plan Will Not Help Canada's Most Financially Vulnerable Seniors](#) », 2 juin 2016, 14 p.

## La bonification du RPC : donner d'une main pour reprendre de l'autre

Concerns about the adequacy of retirement income are mostly driven by a misplaced focus on middle (and sometimes upper) income Canadians not saving enough for retirement. The debate should be refocused on Canadian seniors who, because of their very low income, are financially vulnerable in retirement.

According to Statistics Canada's low-income cut-off, single seniors living alone are more likely than other seniors to experience financial difficulties. In 2013, 10.5% of single seniors living alone lived in low income, which is considerably higher than the rate for all seniors (3.7%). The group of low-income, single seniors is disproportionately made up of women.

A subset of single seniors is at even higher risk of low income, namely, single seniors with no income from the Canada Pension Plan (CPP). In 2013, nearly half (48.9%) of single seniors with no CPP income lived in low income.

Expanding the CPP is an ineffective way to help Canada's most financially vulnerable seniors since many of them have a limited work history. Those who have not worked, or worked only a lit-

tle outside the home, have made limited contributions to the CPP. Those contributions are a key determinant of the CPP retirement benefit, so expanding the CPP would do little or nothing to help Canadian seniors with a limited or no work history.

Even for low-income single seniors with a work history and sufficient CPP contributions to receive retirement benefits, expanding the CPP may provide little or no net increase in their total income. That's because a higher CPP benefit could simply result in a reduction in government-provided benefits targeted at low income seniors, such as the Guaranteed Income Supplement.

---

## STATISTIQUE CANADA

W. Chen, Y. Ostrovsky et P. Piraino, « [Transmission intergénérationnelle du revenu : nouvelles données pour le Canada](#) », 17 juin 2016, 40 p.

La mobilité du revenu au Canada se rapproche davantage des pays scandinaves que des États-Unis

La présente étude fait appel à une version actualisée d'un ensemble unique de données administratives pour le Canada afin de déterminer l'incidence de la variation des gains au cours du cycle de vie et du biais lié aux erreurs dans les variables sur les estimations de l'élasticité intergénérationnelle du revenu. Les résultats révèlent des niveaux supérieurs de la persistance intergénérationnelle des gains et du revenu par rapport aux études antérieures. Le biais lié au cycle de vie dans les estimations antérieures explique près des deux tiers de la divergence, alors que le biais lié aux erreurs dans les variables rend compte de l'autre tiers. L'étude montre que ces biais ont une moins grande incidence sur les filles que sur les fils. On utilise également l'ensemble de données amélioré pour réexaminer les tendances non linéaires de la transmission intergénérationnelle du revenu au Canada. Les résultats donnent à penser que la mobilité limitée dans les segments supérieurs de la répartition explique la majeure partie de la persistance du revenu moyen au fil des générations, alors que l'on constate une mobilité considérablement plus élevée chez les enfants de pères à faible revenu. Une comparaison des résultats de l'analyse avec ceux d'études réalisées dans d'autres pays révèle que les tendances non

linéaires observées au Canada sont quelque peu différentes de celles que l'on observe aux États-Unis et se rapprochent des tendances constatées dans les pays de l'Europe du Nord.



## ÉTATS-UNIS

### BROOKINGS INSTITUTE

R. Huidrom, M. Kose, J. Lim et al., « [Do Fiscal Multipliers Depend on Fiscal Positions?](#) », Juin 2016, 39 p.

L'endettement réduit l'effet multiplicateur et la croissance économique

This paper analyzes the relationship between fiscal multipliers and fiscal positions of governments using an Interactive Panel Vector Auto Regression model and a large data-set of advanced and developing economies. The methodology permits tracing the endogenous relationship between fiscal multipliers and fiscal positions while maintaining enough degrees of freedom to draw sharp inferences. The paper reports three major results. First, the fiscal multipliers depend on fiscal positions: the multipliers tend to be larger when fiscal positions are strong (i.e. when government debt and deficits are low) than weak. For instance, the long-run multiplier can be as large as unity when the fiscal position is strong, while it can be negative when the fiscal position is weak. Second, these effects are separate and distinct from the impact of the business cycle on the fiscal multiplier. Third, the state-dependent effects of the fiscal position on multipliers is attributable to two factors: an interest rate channel through which higher borrowing costs, due to investors' increased perception of credit risks when stimulus is implemented from a weak initial fiscal position, crowd out private investment; and a Ricardian channel through which households reduce consumption in anticipation of future fiscal adjustments.

## TAX POLICY CENTER

E. Toder et A. Viard, « [A Proposal to Reform the Taxation of Corporate Income](#) », 17 juin 2016, 96 p.

Un taux d'imposition forfaitaire de 15% encouragerait l'investissement domestique

This report updates and revises the authors' 2014 proposal to replace the corporate income tax with taxation at ordinary income rates of dividends and net accrued capital gains of American shareholders. The new proposal retains a 15 percent corporate income tax, gives taxable shareholders a credit for corporate taxes paid, imposes a 15 percent tax on interest income of non-profits and retirement plans, and addresses stock price volatility and shifts between private and publicly-traded status. The reform encourages domestic investment and sharply reduces incentives for corporate inversions. It is approximately revenue neutral and makes the tax system more progressive.

## TAX POLICY CENTER

F. Sammartino et N. Francis, « [Federal-State Income Tax Progressivity](#) », 17 juin 2016, 96 p.

Quel est l'impact sur l'équité verticale lorsque la progressivité des impôts fédéral et étatique vont dans des directions opposées?

This report finds that both federal and state income taxes are generally progressive but (1) state systems are much less progressive than the federal system and (2) the degree of progressivity varies widely among the states. Federal income taxes became more progressive following 2012 legislation that increased high income tax rates. The higher federal tax rates also increased the subsidy provided by the federal deduction for state income taxes. Despite this incentive for states to raise their own income tax rates, more states lowered tax rates than raised them. Nonetheless, there was little change in the overall progressivity of state income taxes.



## INTERNATIONAL

### INSTITUTE FOR FISCAL STUDIES (IFS)

T. Callan, C. O'Dea, B. Roantree et al., « [Financial Incentives to Work: Comparing Ireland and the UK](#) », 20 juin 2016, 55 p.

Des incitatifs au travail d'importance similaire en Irlande et au Royaume-Uni

This paper provides a comprehensive comparison of the financial incentive to work in Ireland and the UK. It uses closely harmonised tax and benefit microsimulation models for both countries, based on household survey data, to provide an accurate and representative picture of the financial incentive to be in employment and to progress facing key groups in both countries.

### ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE)

J. Blöchliger et J. Kim, « [Fiscal Federalism 2016: Making Decentralisation Work](#) », 20 juin 2016, 152 p.

Le fédéralisme fiscal est plus décentralisé, mais aussi plus débalancé

Fiscal Federalism 2016 surveys recent trends and policies in intergovernmental fiscal relations and sub-central government. Accessible and easy-to read chapters provide insight: into growing spending and tax devolution; the fiscal constitutions of federal countries; how immovable property taxation is regaining its former significance; on the true spending power of sub central governments; on the mix between own tax resources and intergovernmental grants; and on the role of fiscal rules and good budget frameworks for sustainable debt management at the state and local level.

## **Équipe de rédaction**

*Coordination, édition et révision :*  
Tommy Gagné-Dubé.

*Recherche et sélection des articles :*  
Alexandre Ely, Batoul Hassan, Gabrielle  
S. Leblanc, Julie Lemieux, Catherine  
L'Espérance et Jessica Morin-Côté

<http://cftp.recherche.usherbrooke.ca/>

**Pour vous abonner gratuitement  
au Bulletin de veille et aux  
publications de la Chaire :**  
[cftp.adm@USherbrooke.ca](mailto:cftp.adm@USherbrooke.ca)